

MUNICIPALES : « PARLER DE FRONT ANTI-LFI EST UNE ERREUR »

Stefano Palombarini est maître de conférences à l'université Paris 8. Spécialiste notamment des liens entre blocs politiques, il analyse les dynamiques politiques à l'œuvre lors de ces élections municipales, à un an de la présidentielle.

[Pierre Jequier-Zalc](#) • 23 mars 2026

Partager :



© Arnaud Jaegers / Unsplash

[Dans le même dossier...](#)

[Municipales : le Rassemblement national s'offre les trophées des sous-préfectures](#) [Municipales : la gauche s'effrite, la droite se recombine, et 2027 s'éloigne](#) [Municipales : sur le terrain du second tour](#)

Une poignée de minutes après 20 heures et déjà, un récit qui s'impose dans les médias. Les résultats du second tour des municipales illustreraient l'existence d'un véritable « front anti-LFI ». En témoignent, selon les discussions de plateaux, les échecs à Limoges ou à Toulouse. Une analyse que rejette le chercheur Stefano Palombarini, coauteur de *L'illusion du*

bloc bourgeois. Alliances sociales et avenir du modèle français (Raisons d'Agir, 2017). Pour lui, l'enseignement principal du scrutin est une union des droites, dans les urnes.

[L'illusion du bloc bourgeois: alliances sociales et avenir du modèle français](#), Stefano Palombarini et Bruno Amable (Raisons d'Agir, 2017).

Quel est votre regard sur les résultats du second tour des municipales, notamment sur les discours qui émergent concernant l'existence d'un « front anti-LFI » ?

Stefano Palombarini : Pour moi, c'est une erreur de parler de « front anti-LFI ». En effet, cela opère une analogie avec la notion de « front républicain » alors que les mécanismes à l'œuvre sont très différents. Dans le front républicain, il y a l'idée que des électorats qui ne partagent absolument pas les mêmes idées et les mêmes aspirations votent ensemble pour faire barrage. Or, quand on regarde les données, je ne pense pas que ce soit ce mécanisme au second tour des municipales.

Pour moi, il y a un mouvement de fond qui n'a rien à voir avec LFI : c'est le rapprochement entre les différentes droites. L'ancienne droite dite « républicaine » s'approprie, depuis des années, les thèmes de l'extrême droite (immigration, insécurité, etc.). En face, le Rassemblement national essaie de se normaliser, notamment en se libéralisant sur le plan économique (ils ont abandonné la sortie de l'euro, par exemple). Désormais, l'extrême droite veut être hégémonique dans l'espace des droites, et l'assume alors que, pendant longtemps, le FN puis le RN refusaient de se positionner sur l'axe gauche-droite, critiquait « l'UMPS » et se proclamait antisystème.

Ce n'est plus le cas et on le remarque lors de ces municipales avec des électorats de plus en plus poreux. On assiste à l'unification d'un espace politique entre des électorats avec des intérêts partagés. C'est cela le phénomène majeur de ce scrutin. L'électorat d'extrême droite n'est plus indifférent dans un second tour entre la gauche et la droite « classique ». Désormais, et sans ambiguïté, il vote à droite. Et cela est encore plus vrai quand, en face, c'est la gauche de rupture comme La France insoumise.

Malgré tout, de nombreuses alliances des gauches, du PS à LFI, ont échoué à l'emporter dans des communes où elles semblaient favorites avant le second tour. Cela ne veut-il pas dire que LFI effraie, même certaines franges de l'électorat de gauche ?

Je ne nie pas l'existence d'un vote anti-LFI, notamment lié à la diabolisation de ce parti. Simplement, ce n'est pas le facteur explicatif principal de ces résultats. Ensuite, c'est objectivement faux de dire,

comme on peut l'entendre, que toutes les alliances ont perdu. À Nantes ou à Lyon, par exemple, cela a fonctionné. Surtout, ce qu'on a observé après le premier tour, c'est que le Parti socialiste (PS) a accepté des alliances avec les insoumis dans les villes où il était en grande difficulté. Dans le reste – à Paris par exemple –, il n'y a pas eu d'alliance.

[Sur le même sujet : Municipales : la gauche s'effrite, la droite se recombine, et 2027 s'éloigne](#)

Malgré tout, il y a effectivement un phénomène idéologique que ce second tour des municipales a mis en évidence. Dans une alliance entre le PS et LFI, une fraction de la base socialiste ne suit pas. Cependant, ce phénomène est moins important que ce qu'on peut croire en écoutant, depuis hier soir, les dirigeants du PS. Selon les premières données, on peut estimer que c'est entre 20 et 25 % de l'électorat socialiste qui n'a pas suivi les [alliances avec LFI](#). C'est non négligeable. Mais cela reste largement minoritaire par rapport aux déclarations des dirigeants nationaux de ce parti qui refusent désormais de travailler avec LFI. Donc l'électorat socialiste est loin de partager l'unanimité de leurs dirigeants.

Justement, dès les premiers résultats du second tour, on a eu l'impression que la campagne présidentielle était lancée, chacun revendiquant la justesse de sa stratégie. Quels sont alors les principaux enseignements de ces résultats, à un an de la présidentielle ?

Les bons résultats du RN dans les villes moyennes illustrent la stratégie de normalisation et d'[intégration dans l'espace des droites](#). Pour moi, il y a un signal faible auquel il faudra être attentif dans la prochaine année. Cette stratégie hégémonique implique un risque : celui de se faire « hégémoniser » par d'autres. Or, dans une perspective présidentielle, le projet de Jordan Bardella est d'être le candidat fort à droite, en allant chercher les voix de LR, voire d'Horizons. Mais, si les électors sont les mêmes, quelqu'un comme Édouard Philippe pourrait aussi aller chercher l'électorat de Bardella. À partir du moment où on est dans un même espace politique, l'électorat est mouvant, et cela est un vrai risque pour le RN.

Et à gauche ?

Le PS va instrumentaliser les résultats du second tour, pour rompre tout rapport avec LFI. De ce fait, la logique des unitaires qui souhaitent une primaire de toutes les gauches est morte. En l'état, l'hypothèse d'un candidat unique n'existe pas. La suite logique c'est donc d'avoir un candidat à l'image de Grégoire à Paris. C'est-à-dire une candidature qui incarne cet espace politique là, du social-libéralisme, avec le PS, Place

publique, voire une partie de la Macronie, même si Gabriel Attal semble avoir des ambitions personnelles. Et une autre candidature, de la gauche de rupture, qui sera vraisemblablement celle de Jean-Luc Mélenchon.

Le PS va instrumentaliser les résultats du second tour, pour rompre tout rapport avec LFI.

La seule interrogation c'est : est-ce que cela s'arrêtera à deux ? Si on tient à ce que la gauche ne soit pas exclue du second tour, il faudrait s'arrêter là, avec deux offres politiques : la gauche de la continuité, et la gauche de rupture. Aujourd'hui, il n'y a pas de troisième ligne.

Dans ce rapport de force à gauche, La France insoumise a montré qu'elle était plus forte lors des deux dernières présidentielles. Mais, au vu de ce que vous racontez sur l'union des droites, il apparaît peu crédible qu'elle devienne majoritaire dans le pays. Que répondre à cela ?

Indéniablement, c'est le véritable obstacle pour LFI. Si l'espace des droites devient un espace où les électeurs passent sans barrage, il représente 70 %. La gauche, toute réunie, de Mélenchon à l'aile gauche de la Macronie, fait 35 % au mieux. C'est largement insuffisant pour l'emporter au second tour.

Comment faire, alors, pour devenir majoritaire ? Le discours de LFI sur ce sujet est clair : sans pouvoir convaincre les macronistes, les LR et l'extrême droite, il faut convaincre les abstentionnistes pour élargir le périmètre. Et, de ce point de vue là, ces municipales démontrent que cette stratégie, pour l'instant, est un échec. La participation est la plus faible dans l'histoire des municipales (hors covid). Le nombre d'abstentionnistes augmente et est fort dans les catégories de référence pour la gauche de rupture : c'est-à-dire chez les jeunes et chez les catégories populaires. Le problème est là.